

À L'OFFENSIVE!
À L'OFFENSIVE!
À L'OFFENSIVE!



TEXTE
D'ORIENTATION



39^e congrès
5 au 9 mai 2025
Montréal

Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN



Pour passer à l'offensive !

Nous vivons à une époque trouble, où les crises s'enchaînent et s'amplifient les unes les autres. Socialement, politiquement, environnementalement, rien ne va plus, et les solutions réelles aux problèmes que nous vivons se font attendre. Nous sommes aux prises avec des enjeux urgents, menaçants, d'une ampleur qui semble nous dépasser et qui révèle les lacunes de notre système. Plusieurs perdent espoir, tombent dans le cynisme, l'apathie, le conspirationnisme, succombent aux discours populistes de politiciens flatteurs préoccupés uniquement par leurs propres intérêts, et ceux de leurs amis riches et puissants.

Les problèmes que nous vivons aujourd'hui de manière exacerbée ne sont pourtant pas nouveaux. Au contraire, ils sont la conséquence de décisions et de logiques politiques et économiques à l'œuvre depuis des décennies, sinon des siècles. Si la situation actuelle est inquiétante, elle n'a malheureusement rien de surprenant. Il y a longtemps qu'on la voyait venir. Rien, ou si peu, n'a été fait pour changer le cours des choses par les gouvernements qui ont pourtant été élus pour favoriser le bien commun.

C'est sans doute au niveau environnemental où cela est le plus évident. Depuis de très nombreuses années, les scientifiques et les militants et militantes écologistes lèvent des drapeaux rouges et nous mettent en garde contre les conséquences désastreuses de nos modes de vie et de production. L'inaction de nos gouvernements s'explique en grande partie par le fait qu'ils sont plus sensibles aux pressions des entreprises qu'aux désastres écologiques qu'elles génèrent. À force de nous fermer les yeux sur les dangers qui menacent l'environnement, c'est maintenant la survie même de notre espèce qui est en cause. Enfermés dans une logique de consommation et de recherche de profit à tout prix, certains et certaines préfèrent encore aujourd'hui ignorer les problèmes comme s'ils allaient se régler d'eux-mêmes. Cette attitude est nourrie par des militants et militantes et des politiciens et politiciennes qui nient la réalité des changements climatiques ou qui n'ont rien à faire du bien commun si sa destruction permet aux plus riches de s'enrichir encore davantage.

Socialement, la situation est semblable. Les crises que nous vivons actuellement, notamment celles du logement et de l'itinérance, sont, elles aussi, le résultat de décennies de négligence ou d'aveuglement volontaire. Il y a longtemps en effet que les gouvernements successifs, à tous les paliers de pouvoir, ont négligé de mettre en place de réelles mesures pour lutter contre la pauvreté, la précarité, l'exclusion sociale. Ils s'en sont remis au secteur privé, délaissant ainsi leurs responsabilités aux mains de personnes qui ne pensent qu'à leurs propres intérêts. Encore une fois, la situation actuelle avait été annoncée de longue date. Encore une fois, nous nous retrouvons aux prises avec des problèmes qui semblent insurmontables.

La période actuelle s'annonce par ailleurs sous le signe de reculs sociaux encore plus importants. Ces reculs semblent s'accélérer et sont inquiétants à plusieurs égards : montée de la droite et de l'extrême-droite, privatisation grandissante des services publics, accentuation des inégalités, du racisme, de la misogynie, de la discrimination sous toutes ses formes, de la haine... L'inflation mine l'existence d'une masse de gens et les place dans des situations intolérables et inacceptables. Les raisons de nous inquiéter sont nombreuses, et ne semblent pas près de disparaître.

Face à ces défis criants, des flatteurs populistes proposent des « solutions » simplistes et identifient des boucs-émissaires, presque toujours les mêmes : les personnes immigrantes et sans statut, les personnes racisées, la communauté 2ELGBTQ+, les « wokes », etc. Ils utilisent les moyens démesurés que la richesse leur offre pour contrôler les nouvelles technologies et polluer le discours public à leur avantage. Malheureusement, force est de constater qu'une partie significative de la population adhère aux discours de peur et de division, tombant ainsi dans le piège tendu par des politiciens et des riches qui profitent de la situation. Nous avons remis le sort de la société entre les mains de gens qui n'ont rien à cirer du bien commun. Ils piétinent les services publics et les mesures sociales dont nous nous sommes dotés collectivement au fil des décennies, au profit de leurs ami-es riches et puissants.

Dans nos milieux de travail, on constate un durcissement des relations de travail, au quotidien, mais en particulier lors des négociations. Nous n'avons jamais connu autant de conflits, surtout de lock-outs. Les grèves et les lock-out s'éternisent, les patrons sont inflexibles. L'exemple récent de la fermeture des entrepôts d'Amazon l'illustre très bien. De plus en plus, nos luttes sont judiciairisées, les tribunaux étant utilisés par les patrons comme des armes contre leurs employé-es. Le recours à des briseurs de grève est en nette augmentation. Dans les médias, les porte-voix des riches et des puissants démontrent les syndicats et cherchent à convaincre la population qu'elle serait en meilleure posture laissée à elle-même et que l'action collective est à laisser de côté, voire à dénoncer. Néanmoins, les syndicats mènent la lutte, et en sortent régulièrement vainqueurs. Il faut cependant rester sur nos gardes : nous demeurons gouvernés par le patronat et ses laquais. La réforme annoncée du Code du Travail par la CAQ et le projet de loi 89 n'augurent rien de bon, et nous devons faire montre de détermination et de persévérance pour y tenir tête.

Toute notre société est fondée sur l'exploitation des êtres humains et de la nature, les uns et l'autre considérés comme des biens de consommation, jetables lorsque leur utilité sur l'autel du profit est épuisée. On exploite la force de travail des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires pour les retourner dans leur pays d'origine lorsque nous n'en avons plus besoin. On détruit des écosystèmes complets pour permettre à quelques-uns de s'enrichir. On augmente les loyers au point de jeter les gens à la rue, sans même avoir une arrière-pensée. Ce modèle doit être renversé.

Pourtant, face à toutes ces crises, jamais les questions fondamentales ne sont posées publiquement : pourquoi en sommes-nous rendus là ? Comment expliquer l'état de crise permanente qu'est le nôtre ? Pourquoi sommes-nous incapables d'organiser notre vie collective, économique, sociale et politique, pour répondre à nos besoins dans le respect de la nature et de l'humanité ? Si nous n'identifions jamais les racines du problème, nous pouvons être certains et certaines de ne jamais le régler.

Si nous prenons le temps d'y réfléchir un peu, une conclusion s'impose. La multitude des problèmes et des crises que nous connaissons ont la même origine : le système capitaliste. C'est ce système qui fait en sorte que richesse et puissance sont indissociables et concentrées dans les mains d'une infime partie de la population. C'est le capitalisme qui nous donne l'impression qu'il est nécessaire de détruire la nature et d'exploiter des êtres humains pour répondre à nos besoins. C'est lui qui nous convainc que l'individualisme et la réussite matérielle personnelle sont les voies du salut. C'est encore lui qui veut nous faire croire qu'on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs et que le bien-être de certains et certaines implique nécessairement la souffrance d'autres. C'est le système capitaliste qui nous impose une logique de croissance

constante et infinie, destructrice de l'environnement. Ce sont enfin les défenseurs du système qui cherchent à nous convaincre que l'action collective est inutile et que ce n'est que par l'initiative personnelle des soi-disant « meilleur-es » d'entre nous que nous nous en sortirons. On voit bien où tout cela nous a menés jusqu'à maintenant, ici comme partout ailleurs.

À moins d'un changement systémique profond, il sera impossible de trouver de véritables solutions aux problèmes qui sont les nôtres, tant sur le plan social, économique, qu'environnemental. Au CCMM-CSN, nous avons la conviction profonde qu'il est possible de faire les choses autrement. Rien ne nous oblige à concevoir le monde et la société d'un point de vue capitaliste. Plusieurs voudraient nous le faire croire, mais ils se trompent – ou cherchent à nous tromper.

De toute évidence, l'ancien modèle est dépassé, à tous les égards. Notre manière de produire les biens qui répondent à nos besoins, de répartir la richesse au sein de la société, de répartir le pouvoir entre nous, de nous organiser collectivement, doivent changer radicalement. Il apparaît de plus en plus clairement qu'il s'agit d'une question de survie pour l'humanité. Dire cela, ce n'est pas être alarmiste, au contraire : c'est faire le constat lucide des conséquences du capitalisme, du colonialisme, de l'impérialisme et du patriarcat qui dominent nos sociétés depuis beaucoup trop longtemps. Comme on le dit parfois, « il est temps que la honte change de camp » : nous n'avons pas à nous cacher de rejeter le capitalisme, c'est plutôt à celles et ceux qui en profitent et qui le défendent, malgré l'évidence des ravages qu'il entraîne, qu'il faut demander des comptes.

La solution aux problèmes et aux crises que nous vivons implique que la société civile reprenne le pouvoir des mains de celles et ceux qui l'ont usurpé. La solution ne viendra pas « d'en haut », des riches et puissants, mais bien de la base, de l'ensemble des travailleuses et travailleurs, de la masse de la population. C'est aussi vrai dans nos milieux de travail que dans la société en général. Seulement, ceux qui détiennent le pouvoir ne le laisseront pas aller sans se défendre. Ils sont très bien organisés, localement comme internationalement. Ils ont le vent dans les voiles et le savent.

La nécessaire transition socio-écologique qui se profile à l'horizon ne sera pas chose facile. Trop de personnes ont intérêt à maintenir le système en place, parce qu'elles en tirent du pouvoir et de la richesse. Trop de gens ont peur. Trop de gens sont cyniques ou apathiques. Comme syndicats, nous avons le devoir de nous organiser afin de voir venir les obstacles pour protéger les droits des travailleuses et des travailleurs. Il nous faut mettre de l'avant un programme politique ambitieux, qui nous permettra de changer les choses en profondeur, pour le bénéfice de l'ensemble de la population. C'est ce qui nous relie comme militantes et militants syndicaux : la conviction qu'ensemble, nous pouvons relever tous les défis. Nous n'avons pas d'autre choix que de transformer en profondeur nos modes de vie et de production. Si nous ne faisons rien pour changer les choses, ce sont ces changements qui s'imposeront à nous. On voit d'ailleurs ce que cela peut signifier en regardant ce qui se passe aux États-Unis depuis quelques mois : plus d'inégalités, plus de violence, plus de discrimination, plus de haine. N'attendons pas d'être rendus au point de rupture où en sont nos voisins du sud avant de réagir.

Les syndicats ont l'habitude de la lutte. Le nombre record de conflits au cours du mandat qui s'achève l'illustre bien. Il montre aussi que lorsque nous sommes organisé-es et mobilisé-es, nous gagnons. Cette même logique doit s'appliquer à tous les niveaux de notre action, sur le premier comme sur le deuxième front. Nous avons démontré au fil des ans que nous sommes en mesure de résister à des patrons véreux qui mettent leurs employé-es en lock-out et ont recours à des briseurs de grève. Nous avons vu les gouvernements et employeurs recourir

à tous les moyens à leur disposition pour mettre fin aux luttes légitimes des travailleuses et travailleurs. Mais nous avons surtout constaté que ces manœuvres perdent beaucoup de leur force devant des syndicats déterminés et courageux.

Depuis des décennies, le CCMM-CSN milite pour une transformation en profondeur de notre société et des bases sur lesquelles elle est fondée. En 2025, cette transformation est une urgence, à tous les niveaux. Lors de ce 39^e congrès, donnons-nous comme objectif de nous organiser afin d'agir pour protéger nos droits et ceux de l'ensemble de la population, à notre échelle. Ce n'est évidemment pas le Conseil central du Montréal métropolitain – CSN qui règlera le sort du monde ou qui renversera le capitalisme à lui seul. Mais en travaillant sans relâche à améliorer les choses sur lesquelles nous avons prise, nous contribuerons au mouvement de changement global nécessaire pour bâtir une société à la hauteur de nos aspirations. Ce n'est que de cette façon que nous pourrons réaliser de manière durable les conditions nécessaires pour établir une société juste, équitable, démocratique, dénuée de racisme et de discriminations, respectueuse de l'environnement, bref, conforme aux valeurs et aux idéaux qui sont les nôtres.

Dans nos milieux de travail, nous devons aussi réclamer plus de démocratie, plus de respect. Les personnes les mieux placées pour prendre les décisions qui concernent l'organisation du travail, ce sont les travailleuses et les travailleurs eux-mêmes ! Gardons toujours en tête les paroles de Marcel Pepin, ancien président de la CSN : « Il ne suffit pas d'avoir raison, encore faut-il avoir la force d'avoir raison. » C'est par la mobilisation de l'ensemble des membres, par notre organisation collective et solidaire que nous nous donnerons cette force dont nous avons besoin.

On dit souvent que la meilleure défense, c'est l'attaque. Pour cette raison, le thème du 39^e congrès est : « À l'offensive ! ». Tenons-nous debout, solidairement, et organisons notre action pour que celle-ci soit la plus percutante possible – c'est notre seule chance de l'emporter.

À l'offensive camarades, ensemble nous vaincrons !